

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Cournarie

Prénom : Thibaut

Institution ou entreprise : Kea&Partners

Axe(s) :

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Accompagner la revitalisation de communs

Résumé de votre contribution :

L'émergence d'une économie souhaitable est de la responsabilité de tous. La crise sanitaire a mis en évidence le très grand potentiel de coopération qui existe localement, alors même que les états peinent à maintenir la solidarité internationale. Cette énergie de coopération pourrait être mise à profit pour inventorier et gérer de manière durable nos communs (au sens d'objet économique selon Elinor Ostrom, 1991). Quelques exemples : Les entreprises d'une filière pourraient travailler en communauté pour préserver les savoir-faire clefs et relocaliser des emplois en France et en Europe. Les entreprises d'un secteur / d'une région pourraient promouvoir en commun la R&D pour préserver leur compétitivité et développer l'emploi. Des commerçants pourraient revitaliser des centres-villes en exploitant ensemble leur fonds de commerce et en mettant en commun leurs ressources (espaces de vente, horaires d'ouverture...). Les habitants d'un quartier pourraient mettre en commun leur temps et leurs savoir-faire pour aider les personnes isolées, favoriser l'inclusion et la solidarité avec les plus démunis... La communauté est un maillon intermédiaire clef entre le marché et les politiques publiques. Elle permet aux intelligences locales de se connecter pour exploiter de manière équitable et durable des ressources matérielles ou immatérielles que le marché ne saurait valoriser et que l'Etat ne pourrait réguler. Comme il l'a fait pour les entreprises à mission, l'Etat pourrait favoriser leur émergence en facilitant leur existence juridique. Des administrations et entreprises (banques, assureurs, services immobiliers...) très implantées localement pourraient contribuer à les organiser et à les lancer.